

**ARRÊTÉ PERMANENT**  
**INTERDISANT LE STATIONNEMENT RUE DE TROARN ENTRE LA MAIRIE ET L'ECOLE**

Le Maire de la commune d'ESCOVILLE,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R417-12 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

CONSIDERANT que le stationnement rue de Troarn, entre la mairie et l'école doit être réglementé afin de permettre l'installation des commerçants ambulants autorisés.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur une longueur de 30m, rue de Troarn entre la mairie et l'école, selon le planning de présence des commerces ambulants en annexe.

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place à la charge de la mairie.

**ARTICLE 3** : Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune d'Escoville.

**ARTICLE 7** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 9** : La municipalité, la Brigade de Gendarmerie de Troarn, sont chargés chacun en ce qui le concerne du contrôle et de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Escoville, le 11 juillet 2025

Le Maire,

Christophe CLIQUET

